

Master DROIT, ÉCONOMIE, GESTION, à finalité RECHERCHE et PROFESSIONNELLE, Mention DROIT PRIVE, spécialité DROIT DES ACTIVITÉS NUMÉRIQUES

RNCP21224 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	326, 310, 128
Code(s) ROME	K1903, K2108
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université Paris Descartes - Paris 5

<http://www.univ-paris5.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Analyse et synthèse rapide des problèmes exposés par le client ou l'employeur
- Fournir des informations et des conseils argumentés dans le domaine juridique et la procédure
- Propositions de solutions amiables ou judiciaires aux litiges
- Synthèses argumentées après avoir appréhendé simultanément des questions éparses dans le maquis juridique, la convergence des médias de communication rendant obsolète certaines frontières traditionnelles tracées entre différents pans du droit (télécommunications, communication audiovisuelle, presse...)
- Formulation de solutions permettant de respecter et de faire respecter la législation et la réglementation et les adapter aux besoins du client par l'étude et l'interprétation des textes juridiques

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Avoir une culture juridique d'ensemble de l'activité "immatérielle" développée à travers les réseaux de communication
- mener une réflexion personnelle sur les problèmes inédits posés par les rapports qu'entretiennent la technique et le droit
- Travailler en autonomie : établir des priorités, gérer son temps, s'auto-évaluer,
- Utiliser les technologies de l'information et de la communication (M).
- Communiquer : rédiger, préparer des supports de communication adaptés, prendre la parole en public et commenter des supports, communiquer en langues étrangères
- Travailler en équipe
- S'intégrer dans un milieu professionnel

- Aisance à l'écrit autant qu'à l'oral
- Maîtrise de l'anglais

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Enseignement - Recherche
Service juridique d'entreprises
Cabinet de conseil
Organismes institutionnels

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Juriste
Avocat
Enseignant-chercheur
Consultant en cabinet conseil

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 534
Jugés difficiles à recruter	32 %
Emplois saisonniers	9 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats W0X92 — Professeurs du supérieur

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Jury du master ayant participé aux enseignements (nommé par le Président de l'université)

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury de validation des acquis (enseignants chercheurs et professionnels)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/21224/>